

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Postes, télégraphes et Téléphones, le 27 novembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal relatif à l'octroi de récompenses en espèces par l'Administration des postes, a donné le 11 décembre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e november 1962 door de Minister van Post, Telegraaf en Telefoon verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de toekenning van geldelijke beloningen door het Bestuur der posterijen, heeft de 11e december 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet permet l'octroi de "récompenses pécuniaires" aux agents de l'Administration des postes, aux agents d'autres administrations et aux personnes étrangères aux services publics, pour deux catégories distinctes d'actes :

- 1° les actes de vigilance, d'initiative, de zèle, de dévouement extraordinaire, de courage ou de sang-froid, accomplis dans l'intérêt de l'Administration des postes;
- 2° les actes de probité.

L'octroi des récompenses est soumis à des conditions différentes selon qu'il s'agit d'un acte de la première ou de la seconde catégorie.

L'article 2 du projet confie au Ministre ou au directeur général, selon le cas, le pouvoir d'apprécier si les actes mentionnés au 1° méritent une récompense et le montant de celle-ci.

Pour les actes de la seconde catégorie, les articles 3 et 4 du projet établissent des règles plus précises qui définissent la notion d'"actes de probité" et fixent le montant de la récompense qui peut être attribuée dans ce cas.

+

+ +

.../...

Il ne s'indique pas de réglementer dans le détail, par voie d'arrêté royal, les modalités selon lesquelles des récompenses peuvent être accordées en raison d'actes de vigilance, d'initiative, de zèle, de dévouement extraordinaire, de courage, de sang-froid ou de probité.

Il s'agit d'une matière qui, par sa nature même, doit faire l'objet d'une appréciation individuelle de chaque cas, et qui ne peut normalement faire l'objet d'une réglementation.

Il peut être satisfait suffisamment à certaines exigences d'objectivité dans l'appréciation des cas individuels si les normes à appliquer se trouvent précisées dans une circulaire administrative. Seuls le principe de l'attribution des récompenses et la désignation des autorités compétentes pour les accorder doivent être formulés dans un arrêté royal.

+

+ +

L'article 5 du projet concerne uniquement l'organisation interne des services de l'Administration des postes et peut également faire l'objet d'une circulaire.

+

+ +

.../...

Les récompenses accordées à des membres du personnel de l'Etat peuvent se fonder sur l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, cité au préambule du projet.

Par contre, l'octroi de récompenses en espèces "à des personnes étrangères aux services publics" constitue une gratification à la charge du Trésor public qui, en application de l'article 114 de la Constitution, ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi. A défaut d'une disposition légale particulière autorisant l'octroi de ces récompenses, celles-ci ne pourront être accordées que dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget.

L'octroi de récompenses à des personnes qui ne sont pas membres du personnel des administrations de l'Etat trouvant son fondement légal dans la loi budgétaire, il y a lieu de viser au préambule l'article 67 de la Constitution.

+

+ +

Le projet est de nature à entraîner des dépenses nouvelles et permet l'octroi de récompenses qui doivent être considérées comme des allocations pour l'application des règles assurant le contrôle administratif et budgétaire. Il requiert donc, en plus du contreseing du Ministre des Finances prescrit par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, l'accord du Ministre des Finances et l'accord du Ministre qui a

.../...

l'administration générale dans ses attributions. Ces deux dernières formalités sont prescrites par les articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire. Aux termes de l'article 24 de cet arrêté, ces accords doivent être mentionnés avec référence à leur date dans le préambule des arrêtés.

Le projet ne vise que l'accomplissement de deux des trois formalités requises, l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et le contre-seing du Ministre, Adjoint aux Finances.

+

+ +

Il n'y a pas lieu de viser au préambule l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat. En effet, les récompenses dont l'octroi est prévu par le projet ne sont ni des indemnités, ni des allocations au sens particulier donné à ces termes par cet arrêté du Régent.

Il n'y a pas lieu non plus de citer au préambule l'arrêté que le projet abroge.

+

+ +

.../...

Les considérants paraissent inutiles et peuvent être omis.

+
+ +

Le texte proposé ci-après tient compte des observations formulées dans l'avis. Il apporte, en outre, au projet des modifications de pure forme qui ne nécessitent pas de commentaire.

ARRETE ROYAL RELATIF A L'OCTROI DE RECOMPENSES EN
ESPECES PAR L'ADMINISTRATION DES POSTES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66, alinéa 2, et 67 de la
Constitution;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale
du Ministère des Communications et du Ministère des
Postes, Télégraphes et Téléphones;

Vu l'accord du Ministre des Finances,
donné le ... ;

Vu l'accord du Ministre de l'Intérieur et de
la Fonction publique, donné le 15 octobre 1962;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre des
Postes, Télégraphes et Téléphones,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans la limite des crédits budgétaires, des récompenses en espèces peuvent être accordées aux agents de l'Administration des postes, aux agents d'autres administrations et aux personnes étrangères aux services publics pour les actes de vigilance, d'initiative, de zèle, de dévouement extraordinaire, de courage ou de sang-froid, accomplis dans l'intérêt de l'Administration des postes, ainsi que pour des actes de probité. Sont comprises parmi les actes d'initiative, les suggestions faites par des membres du personnel de l'Administration des postes en vue d'améliorer le service dans tous les domaines de l'activité postale.

Article 2.-

Ces récompenses font l'objet de propositions soumises à l'approbation du Ministre qui a l'administration des postes dans ses attributions ou du directeur général des postes, suivant que le montant proposé dépasse ou ne dépasse pas 2.500 francs. Le directeur général des postes peut déléguer ses pouvoirs.

.../...

Article 3.-

L'arrêté royal du 10 avril 1954 portant fixation de certaines allocations allouées du chef d'actes de probité, de vigilance, d'initiative, etc..., posés dans l'intérêt de l'Administration des postes, est abrogé.

Article 4.-

Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones,

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

Krachtens het ontwerp-besluit kunnen aan ambtenaren van het Bestuur der posterijen, aan ambtenaren van andere besturen en aan personen die niet tot openbare diensten behoren, "geldelijke beloningen" worden toegekend voor daden van tweeërlei aard :

1° daden van waakzaamheid, initiatief, vlijt, buitengewone toewijding, moed of koelbloedigheid, verricht in het belang van het Bestuur der posterijen ;

2° daden van eerlijkheid.

De beloningen worden toegekend onder voorwaarden die verschillen naargelang het gaat om daden van de eerste dan wel van de tweede categorie.

Krachtens artikel 2 van het ontwerp staat het aan de Minister of de directeur-generaal, al naar het geval, te oordelen of de onder 1° vermelde daden een beloning verdienen en het bedrag daarvan te bepalen.

Voor de daden van de tweede categorie, stellen de artikelen 3 en 4 van het ontwerp nadere regelen die het begrip "daden van eerlijkheid" (in artikel 3 "eerlijke daad") omschrijven en het bedrag bepalen van de beloning die in dat geval mag worden toegekend.

+

+ +

.../...

Het is niet geraden de nadere details voor het toekennen van beloningen wegens daden van waakzaamheid, initiatief, vlijt, buitengewone toewijding, moed, koelbloedigheid of eerlijkheid, in een koninklijk besluit te regelen.

Het betreft een aangelegenheid waarbij uiteraard, ieder geval afzonderlijk moet worden beoordeeld, en die normaal niet bij verordening kan worden geregeld.

Individuele gevallen kunnen met voldoende objectiviteit worden beoordeeld, indien de toe te passen normen in een administratieve omzendbrief zijn toegelicht. Alleen het beginsel van de toekenning van beloningen en de aanwijzing van de overheden die tot het toekennen ervan bevoegd zijn, moeten bij koninklijk besluit worden vastgesteld.

+

+ +

Artikel 5 van het ontwerp heeft alleen betrekking op de inwendige inrichting van de diensten van het Bestuur der posterijen ; ook die aangelegenheid kan bij omzendbrief worden geregeld.

+

+ +

.../...

Voor het toekennen van beloningen aan leden van het Rijkspersoneel kan rechtsgrond worden gevonden in artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, dat in de aanhef van het ontwerp is vermeld.

De toekenning van geldelijke beloningen aan "personen die niet tot openbare diensten behoren", is daarentegen een gratificatie ten bezware van de Openbare Schatkist, die op grond van artikel 114 van de Grondwet niet kan worden toegekend dan krachtens een wet. Bij gemis van een bijzondere wetsbepaling die machtiging verleent tot het toekennen van zodanige beloningen, kunnen deze alleen worden toegekend zover de met dat doel op de begroting uitgetrokken kredieten strekken.

Aangezien voor het toekennen van beloningen aan personen die niet tot het personeel der Rijksbesturen behoren, rechtsgrond aan de begrotingswet wordt ontleend, moet in de aanhef worden verwezen naar artikel 67 van de Grondwet.

+

+ +

Het ontwerp-besluit kan aanleiding geven tot nieuwe uitgaven en machtigt tot het toekennen van beloningen, die voor de toepassing van de regeling inzake administratieve en begrotingscontrole als toelagen moeten worden beschouwd. Daarom is behalve medeondertekening door d

.../...

Minister van Financiën, zoals voorgeschreven in artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten, ook vereist : het akkoord van de Minister van Financiën en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort. Beide laatstgenoemde formaliteiten zijn voorgeschreven in de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole. Krachtens artikel 24 van dat besluit moeten die akkoorden met hun datum in de aanhef van de besluiten worden vermeld.

Uit het ontwerp blijkt dat slechts twee van de drie voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn, namelijk de akkoordverklaring van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en de medeondertekening door de Minister, Adjunct voor financiën.

+

+ +

In de aanhef hoeft niet te worden verwezen naar het besluit van de Regent van 29 maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd. De beloningen welke het ontwerp wil toekennen, zijn immers geen vergoedingen of toelagen in de bijzondere betekenis welke die termen in dat besluit hebben.

.../...

Het besluit dat door het ontwerp wordt opgeheven, moet evenmin in de aanhef worden vermeld.

+
+ +

De consideransen kunnen als overbodig vervallen.

+ +
+ +

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met de in het advies gemaakte opmerkingen. Ook wat de vorm van het ontwerp betreft, worden wijzigingen voorgesteld, die echter geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN GELDE-
LIJKE BELONINGEN DOOR HET BESTUUR DER
POSTERIJEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 66, tweede lid, en 67
van de Grondwet ;

Gelet op het advies van de syndicale raad van
advies van het Ministerie van Verkeerswezen en van het
Ministerie van Post, Telegraaf en Telefoon ;

Gelet op het akkoord van de Minister van
Financiën, gegeven op ... ;

.../...

Gelet op het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op 15 oktober 1962 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Post, Telegraaf en Telefoon,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Zover de begrotingskredieten strekken, kunnen aan ambtenaren van het Bestuur der posterijen, aan ambtenaren van andere besturen en aan personen die niet tot openbare diensten behoren, geldelijke beloningen worden toegekend voor daden van waakzaamheid, initiatief, vlijt, buitengewone toewijding, moed of koelbloedigheid, verricht in het belang van het Bestuur der posterijen, alsook voor daden van eerlijkheid. Tot de daden van initiatief worden gerekend : de suggesties door leden van het personeel van het Bestuur der posterijen gedaan voor het verbeteren van de dienst op alle gebieden van de activiteit van de post.

.../...

Artikel 2.-

Voor die beloningen worden voorstellen gedaan, die ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Posterijen behoort, of aan de directeur-generaal der posterijen, naargelang het voorgestelde bedrag al dan niet 2.500 frank overschrijdt. De directeur-generaal der posterijen kan zijn bevoegdheid overdragen.

Artikel 3.-

Het koninklijk besluit van 10 april 1954 houdende vaststelling van sommige toelagen verleend wegens daden van eerlijkheid, van waakzaamheid, van initiatief, enz. ... , gesteld in het belang van het Bestuur der Posterijen, wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Onze Minister van Post, Telegraaf en Telefoon is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE ;

De Minister van Post, Telegraaf en Telfoon,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

chambre était composée de

sieurs : J. SUTENS,
Heren :

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

J. LIMPENS,

J. DE MEYER,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la ver-
n française et la version néer-
daise a été vérifiée sous le
trôle de M. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par
J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste-voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J. SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUTENS.